

ARRÊTÉ
**portant mise en demeure en application de l'article L. 171-8 du code de
l'environnement du MICRO ZOO sur la commune de Saint-Malo**

**Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine**

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I, II, IV et ses annexes ;
- Vu** la loi 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret 2017-230 du 23 février 2017 relatif aux conditions d'identification et de cession des animaux d'espèces non domestiques détenus en captivité ;
- Vu** le décret 2017-1583 du 17 novembre 2017 relatif à l'encadrement des usages portant sur des spécimens d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;
- Vu** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 octobre 1982 modifié relatif à l'élevage, la garde et la détention des animaux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** l'autorisation préfectorale d'ouverture d'un établissement de vente d'animaux d'espèces non domestiques du 27 novembre 2002 modifiée les 25 janvier 2008, 11 février 2014, 9 juin 2016 et 22 janvier 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu l'inspection en date du 19 décembre 2023 par les inspectrices de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations dont le rapport de constatation a été laissé à M. Charles CHICHEPORTICHE ;

Vu le courrier en date du 27 septembre 2024 par lequel l'exploitant est invité à formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 413-48 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur assermenté et commissionné constate l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du code de l'environnement livre IV ou des règles de détention des animaux, le préfet met ce dernier en demeure de satisfaire à ces conditions ou de se conformer à ses règles dans un délai déterminé ;

CONSIDÉRANT que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés aux articles L. 412-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'établissement MICRO ZOO bénéficie d'une autorisation préfectorale d'ouverture pour la présentation au public, au sein d'un établissement fixe, des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 19 décembre 2023 a mis en évidence une non-conformité majeure :

- absence d'une personne titulaire du certificat de capacité pour la présentation au public au sein de l'établissement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

M. Charles CHICHEPORTICHE, représentant de l'établissement MICRO ZOO, est mis en demeure dans un délai de 3 mois :

- de justifier de la présence d'une personne titulaire d'un certificat de capacité au sein de l'établissement conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 :

« Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 u code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions. »

Article 2 :

En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'établissement encourt les sanctions administratives prévus à l'article L. 171-8 et L. 413-5 du code de l'environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement d'une amende ou astreinte administrative) sans préjudice des suites pénales éventuelles.

Article 3 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes par la société concernée par le présent arrêté, par voie postale ou au moyen de l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 :

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée minimale de deux mois, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Saint-Malo, le directeur départemental de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Saint-Malo, ainsi qu'à l'exploitant.

Fait à Rennes, **13 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', written over a horizontal line.

Pierre LARREY